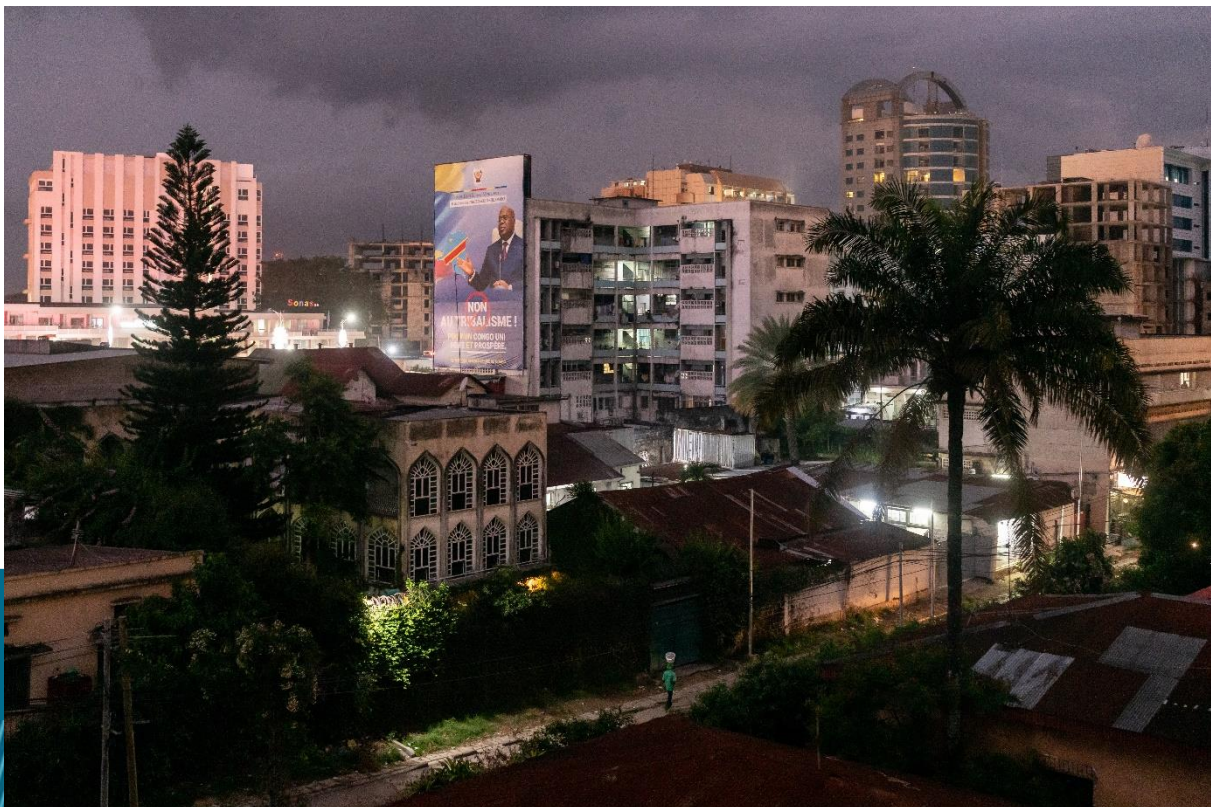


A l'approche des élections de 2023

Élections et année électorale 2023. Situation dans le pays. Obstacles et motivation pour aller voter.

PROF. RALF VANDAMME



Les observations qui suivent se basent principalement sur de nombreux entretiens réalisés en février et mars 2023 à Kinshasa, Kenge, sur le Plateau Batéké et à Mbanza Ngungu.

Peu avant Noël, la République démocratique du Congo (RDC) devrait organiser les élections pour le parlement national, les parlements des 26 provinces ainsi que les élections présidentielles. Des élections locales pourraient également être organisées. Cela n'est pas encore clair et certains candidats potentiels hésitent à annoncer leur candidature, car s'il n'y a pas d'élections locales, ils se présenteront aux élections provinciales.

L'enrôlement, c'est-à-dire l'inscription pour les élections, est terminé depuis mi-mars dans la plupart des régions du pays. En Ituri, tout au nord-est du pays, il a été prolongé jusqu'au 1er avril. Un terrain impraticable, une mauvaise connexion Internet et des milices ont entravé le travail des bureaux d'enregistrement.

Là où les bureaux d'inscription (et plus tard les bureaux de vote) étaient facilement accessibles, on peut s'attendre à un taux d'inscription élevé. En effet, la carte d'électeur n'est pas seulement très convoitée en raison de sa fonction première : depuis de nombreuses années, aucune carte d'identité ne peut être délivrée en RDC. Les passeports coûtent environ 150\$ et sont inabordables pour la plupart des gens. Les permis de conduire, qui étaient utilisés comme documents d'identité alternatifs, ont perdu leur validité depuis l'été 2022. La carte d'électeur est donc, pour la grande majorité, le seul moyen de s'identifier auprès d'institutions telles qu'une banque, par exemple pour l'ouverture d'un compte.



Carte d'Électeur

Mais comment une personne qui ne peut pas présenter de documents d'identité valables peut-elle obtenir une carte d'électeur ? Après tout, une preuve d'identité est également indispensable. Concernés sont les nombreux électeurs qui votent pour la première fois et qui ne peuvent avoir ni permis de conduire ni carte d'électeur de la dernière élection. Ils doivent tous se présenter avec plusieurs témoins au bureau d'enregistrement de l'administration électorale et y faire confirmer leur identité par ces derniers. La question de savoir qui peut être

considéré comme témoin est laissée à l'appréciation de chacun. Il est utile d'avoir un chef de quartier, c'est-à-dire un conseiller local, dans la convocation. Il va de soi que celui-ci est reconnaissant pour un petit pourboire, surtout si le bureau de vote est éloigné. L'inscription est donc pour beaucoup une affaire coûteuse et un obstacle de taille.

Les bureaux d'enregistrement de la CENI (Commission Electorale Nationale Indépendante) sont répartis dans tout le pays. Avant leur ouverture, il a été déterminé où il serait judicieux de les placer. En raison de l'évolution dynamique de la population, il n'a pas été possible de reprendre partout les emplacements des bureaux de vote de 2018 ; il a été préférable de les ouvrir là où ils sont facilement accessibles pour le plus grand nombre de personnes. L'identification de ces sites, appelée cartographie, était déjà en soi un sujet politique. De nombreux conseillers se sont efforcés de positionner les bureaux d'inscription et de vote de manière qu'ils soient facilement accessibles à leurs propres partisans ou à ceux d'un parti proche.



L'animateur anime pendant une activité

Dans un pays où le revenu par habitant est proche du minimum vital, cela peut être un aspect déterminant pour le choix. Si le bureau est situé à 25 km, ce qui n'est pas rare sur le territoire, il faut compter plusieurs heures de trajet. Enfin, selon des témoignages concordants, l'attente dans la file d'attente pour l'enregistrement proprement dit peut durer une journée entière ; sans pouvoir y acheter de la nourriture ou des boissons. Si l'on ne peut rentrer chez soi que le lendemain, on peut avoir perdu trois jours de revenus et avoir payé le bus ou le taxi-moto pour soi-même et, le cas échéant, pour les témoins. Sauf si l'on a fait le trajet à pied.



Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que certains tentent au moins d'écourter le temps d'attente devant le bureau de la CENI en versant un pourboire aux responsables sur place. Certains bureaux émettent des bons d'attente pour lesquels, bien que cela soit expressément interdit par la CENI, ils demandent 1000 FC (50 centimes €). Ceux qui payent plus à cette occasion reçoivent des timbres avec un numéro plus petit et peuvent ainsi raccourcir leur temps d'attente.

Rachel Mukasa Mbongele, employée d'un de ces bureaux d'enregistrement de la CENI, a fait la une des journaux lorsqu'elle a refusé d'accepter de l'argent de quelqu'un qui voulait raccourcir la file d'attente. Ses collègues du bureau de vote et le personnel de garde n'ont pas du tout apprécié ce comportement, car ces pourboires profitaient à tous et étaient très recherchés. Le soir, après la fermeture du bureau d'enregistrement, ils ont passé à tabac cette collègue intègre. Mais celle-ci ne s'est pas laissée faire et s'est tournée vers le public. Plus tard, elle a reçu un prix pour son courage dans le cadre d'une distinction publique. Elle n'est pas tout à fait inconnue au sein de la fondation, puisqu'elle a été coachée, entre autres, par Faïda Mwangwila, elle-même diplômée du programme « Leadership féminin » de la FHS.



Rachel Mukasa lors de la remise des prix par la CENI

Le courage de cette jeune femme d'une vingtaine d'années est d'autant plus remarquable que même si les femmes sont formellement égales aux hommes, dans la pratique, elles disparaissent le plus souvent derrière leurs frères, leurs maris et leurs collègues. Dernièrement, le président a fortement soutenu l'accession des femmes à des postes politiques. Ainsi, huit des 24 maires adjoints de Kinshasa sont désormais des femmes. Mais lorsque les femmes se présentent à un poste politique, elles se heurtent à un obstacle banal : on ne les croit pas capables d'avoir en arrière-plan des réseaux financièrement puissants, qui sont pourtant nécessaires pour mettre en oeuvre les promesses électorales après les élections. Ceux qui ne peuvent pas disposer de beaucoup d'argent ne sont généralement pas élus. C'est pourquoi il est si important que les femmes actives en politique aient un bon réseau et participent à des événements publics afin de générer de la confiance dans leur programme politique, mais pas dans leur porte-monnaie. Cela augmente non seulement leurs chances, mais change aussi la culture démocratique de manière positive.



Sources:

CENI: <https://www.ceni.cd/>

Remise des prix pour Rachel Mukasa Mbongele:

<https://lesmedias.net/2023/02/14/ceni-rachel-mukasa-recoit-le-prix-dhonneur-pour-setre-opposee-a-la-corrupcion-dans-lexercice-de-sa-tache/>

https://www.youtube.com/watch?v=E1KeavG_hcM